

*Jean - Robert OHANIAN - Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale d'Aix en Provence
75, Boulevard Henri FABRE - 13012 MARSEILLE*

CENTRE SOCIAL

DE LA

GAVOTTE

EXERCICE 2007

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Centre social de la Gavotte
93, Avenue François MITTERRAND
13170 LES PENNES MIRABEAU

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission de Commissaire aux Comptes qui nous a été confiée par votre assemblée générale du 16 Juin 2006, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2007 sur :

- le contrôle des comptes annuels du Centre Social de la Gavotte tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les justifications des appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Les comptes annuels font apparaître un déficit de 55 325,83 euros. Ils enregistrent des pertes cumulées à hauteur de 287 073 euros et un fonds de roulement négatif de 261 226 euros. Une procédure de redressement judiciaire a été prononcée par le Tribunal de Grande instance d'Aix en Provence en date du 29 Janvier 2007. Les comptes annuels ont été établis dans la perspective de la continuité de l'exploitation et aucun ajustement qui pourrait s'avérer nécessaire si le Centre Social n'était plus en mesure de poursuivre son activité, n'a été constaté.

Au cours de notre audit, nous avons fait les constatations suivantes :

- Vacance du poste de direction du centre social sur l'année 2007, directeur licencié le 16 Janvier 2007, remplacé le 1^{er} Septembre 2007, poste de nouveau vacant à compter du 29 Février 2008,
- Trois présidences du conseil d'administration sur l'exercice social,
- Des incohérences significatives des opérations de caisse qui ne permettent pas d'attester son solde et l'exhaustivité des recettes,

- Les comptes-rendus des actions subventionnées en 2007 n'ont pas été finalisés ; de ce fait les produits comptabilisés n'ont pas un caractère certain.

En raison des faits exposés ci-dessus, nous ne sommes pas en mesure de certifier si les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de Centre Social la Gavotte à la fin de cet exercice.

II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9, du Code de commerce, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé, pour émettre la conclusion ci-dessus sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et qui ont porté notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que sur leur présentation d'ensemble, n'appellent pas d'autres commentaires que le refus de certification formulé dans la première partie de notre rapport.

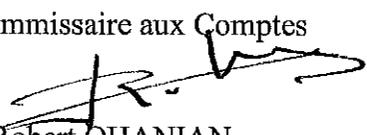
III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels appellent de notre part les mêmes constatations que celles formulées ci-dessus..

Fait à Marseille, le 10 Septembre 2008

Le Commissaire aux Comptes



Jean-Robert OHANIAN

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2007			31/12/2006
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	4 102	4 102		272
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	232 888	168 660	64 228	73 056
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	43 260	37 699	5 562	10 650
	Autres immobilisations corporelles	39 136	33 123	6 013	9 994
	Immobilisations grévées de droits				
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	91		91	91	
Prêts				150	
Autres immobilisations financières					
TOTAL (I)	319 478	243 584	75 894	94 213	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	905		905	1 816
	Autres créances	28 535		28 535	76 182
Capital souscrit appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	39 438		39 438	10 856	
Charges constatées d'avance					
TOTAL (II)	68 878		68 878	88 855	
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF	388 356	243 584	144 772	183 068	

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an

(3) dont à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2007

31/12/2006

		31/12/2007	31/12/2006
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables</i>	78 785	78 785
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	(231 727)	(122 913)
	Résultat de l'exercice	(55 326)	(108 814)
	Total des fonds propres	(208 268)	(152 942)
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires Ecarts de réévaluation Subventions d'investissement sur biens non renouvelables Provisions réglementées	22 936	72 428
Total des autres fonds associatifs	22 936	72 428	
	Total des fonds associatifs	(185 332)	(80 514)
Provisions	Provisions pour risques	60 068	51 068
	Provisions pour charges	14 709	9 415
	Total des provisions	74 777	60 483
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement	4 000	4 000
	Sur dons manuels affectés Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés	4 000	4 000
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	16 495	33 347
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	81 260	28 048
	Dettes fiscales et sociales	109 351	98 684
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	42 813	35 678	
Produits constatés d'avance	1 408	3 342	
	Total des dettes	251 327	199 099
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	144 772	183 068
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(55 325,83)	(108 814,47)
	(1) Dont à moins d'un an	251 327	199 099
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	16 495	33 347

Compte de Fonctionnement et de Résultat

Etat exprimé en euros

		31/12/2007	31/12/2006	
		12 mois	12 mois	
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	Ventes de marchandises, de produits fabriqués			
	Prestations de services	71 586	82 720	
	Productions stockée			
	Production immobilisée			
	Subventions d'exploitation	236 196	305 726	
	Dons			
	Cotisations	6 082	5 636	
	Legs et donations			
	Autres produits de gestion courante	59	55	
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	38 555	27 199	
	Autres produits	14 492	17 426	
	Total des produits de fonctionnement	366 971	438 764	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Achats		
		Variation de stock		
		Autres achats et charges externes	130 722	160 069
		Impôts, taxes et versements assimilés	4 679	10 638
		Rémunération du personnel	145 623	230 250
Charges sociales		40 381	54 504	
Subventions accordées par l'association				
Dotation aux amortissements et dépréciations		20 869	22 515	
Dotation aux provisions		39 709	60 483	
Autres charges		23	624	
Total des charges de fonctionnement		382 007	539 084	
1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER		(15 036)	(100 320)	
Produits financiers	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			
	Intérêts et produits financiers			
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations			
Charges financières	Intérêts et charges financières		2 644	
	2 - RESULTAT FINANCIER		(2 644)	
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	(15 036)	(102 965)		
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels	3 988	1 437	
	Charges exceptionnelles	44 278	3 287	
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	(40 290)	(1 850)		
Impôts sur les sociétés	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		4 000	
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées			
	TOTAL DES PRODUITS	370 959	440 201	
TOTAL DES CHARGES	426 284	549 015		
EXCEDENT ou INSUFFISANCE	(55 326)	(108 814)		
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS	9 660	17 210	
	Bénévolat			
	Prestations en nature	9 660	17 210	
	Dons en nature			
	CHARGES	9 660	17 210	
	Secours en nature			
	Mise à disposition gratuite de biens et services	9 660	17 210	
Personnel bénévole				

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière, en l'occurrence le plan comptable général 1999 ainsi que le règlement numéro 99.01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, et dans le respect du principe de l'image fidèle, de la comparabilité et de la permanence des méthodes, de la continuité de l'activité (PCG. art. 120-1).

Le bilan de l'exercice présente un total de **144 772 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **370 959 euros** et un total **charges** de **426 284 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **-55 326 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2007** et finit le **31/12/2007**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base (PCG. art. 120-2 et art. 120-3) :

- régularité,
- sincérité,
- importance relative,
- prudence.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Pour la première application en 2005 des nouvelles règles comptables relatives à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs (Règlement CRC 2004-06), l'entité a fait le choix de la méthode prospective.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes sont comptabilisés en charges.

Les intérêts des capitaux empruntés pour financer un actif ne sont pas activés.

Les frais de développement sont comptabilisés en charges.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif (fiscal) en fonction de la durée normale d'utilisation du bien.

- Immobilisations non décomposables : conformément aux mesures de simplifications pour les PME, ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise.
- Immobilisations décomposables : si les éléments d'un actif ont des durées d'utilisations différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun est retenu.

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation effectué dès qu'existe un indice de perte de valeur.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

● concessions et droits similaires	1 à 3 ans
● installations, agencements, aménagements sur constructions	10 ans
● matériel et outillage	3 à 5 ans
● installations, agencements, aménagements divers	10 ans
● matériel de transport	3 à 5 ans
● matériel de bureau et matériel informatique	3 à 5 ans
● mobilier	10 ans

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Les dettes dans les comptes ne comprennent pas les majorations, pénalités et indemnité de retard.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Subventions d'investissement

En raison des contraintes de fonctionnement inhérentes aux activités des centres sociaux, l'ensemble des immobilisations ne sont pas renouvelables par l'association. De ce fait, les subventions d'investissement sont inscrites dans les comptes de classe 13 "subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables" et sont reprises au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés.

L'association a décidé d'appliquer les recommandations préconisées par la Compagnie nationale des commissaires aux comptes et le Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables mentionnées dans le guide "Associations". Les quotes-parts des subventions d'investissements virées au résultat de l'exercice sont comptabilisées dans le compte 757100 "quotes-parts des subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables par l'association". Cette imputation permet de faire figurer en résultat d'exploitation les dotations d'amortissement et les quotes-parts de subventions d'investissements. Seules les quotes-parts de subventions d'investissement afférentes à des biens sortis en cours d'exercice figureront en résultat exceptionnel.

En date du 23 mars 2007, le Centre social a informé par courrier le Conseil Général et la Région

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Provence Alpes Côte d'Azur, de l'abandon du projet d'extension des locaux.

Par conséquent, les subventions respectivement accordées à hauteur de 15 000 € et 20 000 € pour ce projet, peuvent être réintégrés dans le budget de financeurs.

Quote part de subvention d'investissement au 31.12.2007

		VAL ACHAT	DUREE	AMORT 2006	SUB RECUES	MONTANT	% SUB	REP AMORT
30/06/99	AGENCEMENT CUISINE CLSH	47 969,40	10	4 796,94	REGION	18 989,96	29,93	1 681,17
30/06/99	FRIGOLIEBHER	859,81	5	0,00	C GENERAL	9 515,99	15,00	842,55
30/06/99	LAVE VAISSELLE	1 282,10	5	0,00	COMMUNE	8 752,86	13,80	775,14
30/06/99	ARMOIRE REFRIGERE	859,81	5	0,00	CAF	24 475,69	38,58	2 167,03
30/06/99	CONGELATEUR	775,86	5	0,00				0,00
30/06/99	TABLES + CHAISES	3 498,55	5	0,00				0,00
30/06/99	CUISINE 98	8 200,47	10	820,05				0,00
		63 446,00		5 616,99		61 734,50	97,31	5 465,89
07/09/99	PHOTOCOPIEUR REBUT 31/01/2004	1 654,68	5	0,00	C GENERAL	1 496,63	47,26	0,00
30/07/99	ORD ZENITH REBUT 01/01/04	1 306,49	2	0,00	CAF	1 451,31	0,00	0,00
07/09/99	TELECOPIEUR REBUT 01/01/04	205,91	2					0,00
		3 167,08		0,00		2 947,94	47,26	0,00
14/09/00	BOULANGER	1 370,52	3	0,00	REGION	1 135,16	0,00	0,00
03/07/02	ORDINATEUR	999,00	3	0,00	C GENERAL	2 838,00	62,13	0,00
03/07/02	ORDINATEUR	999,00	3	0,00				0,00
23/07/02	ORDINATEUR	1 199,00	3	0,00				0,00
		4 567,52		0,00		3 973,16	62,13	0,00
01/09/01	REAM SALLE DANSE	8 910,05	5	0,00	REGION	5 335,72	0,00	0,00
01/09/01	FACADE 93	8 128,76	10	812,88	DPT 13	1 829,39	0,00	0,00
					CAF	5 335,72	31,32	254,59
					MAIRIE	1 524,49	8,95	72,75
		17 038,81		812,88		14 025,32	82,33	2136,37
21/10/02	CELDAPETITLIT	968,90	5	145,78	DPT 13	969,00	100,00	145,78
		968,90		145,78		969,00	100,00	145,78
26/02/03	MINIBUS	17 942,43	5,00	3 588,49	DPT 13	16 992,99	94,71	3 398,66
30/07/03	PIANO	3 300,00	5,00	660,00	DPT 13	3 300,00	100,00	660,00
		21 242,43		4 248,49		20 292,99		4 058,66
04/10/03	IMPRIMANTE LASER	249,00	3,00	0,00	DPT 13	2 695,00	100,00	0,00
10/09/03	2 ORDIECRAN PLAT	2 446,00	3,00	0,00				0,00
		2 695,00		625,68		2 695,00	100,00	0,00
13/10/03	TABLES + CHARIOT	3 699,99	5,00	740,00	DPT 13	3 699,99	100,00	740,00
								0,00
24/06/04	MOBILIER DE BUREAU	2 981,39	5	596,28	C GENERAL	2 981,39	100,00	596,28
	EN CHARGES	345,61						
		3 327,00				2 981,39		
15/04/04	FOURNEAU ANGELO	5 297,08	5	1 059,42	C GENERAL	5 297,08	100,00	1 059,42
15/04/04	FRITEUSE ANGELO	2 118,12	5	423,62	C GENERAL	2 118,12	100,00	423,62
15/04/04	FONTAINE REFRIGEREE ARTIC	897,00	5	179,4	C GENERAL	897,00	100,00	179,40
15/04/04	INSTALLATIONS	4 207,52		841,5	C GENERAL	4 207,52	100,00	841,50
		12 519,72		2 503,94		12 519,72	100,00	2 503,94
01/01/04	LOGICIELS	2 762,76	2	90,00	CAF	1 823,20	0,00	0,00

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Liste des créances Me Verrecchia

1. Cac avant rj	377.66 €
2. Caisse Ugrr avant rj	93.56 €
3. Frais Dailly	550.03 €
4. Locam avant rj	17 367.08 €
5. Essence et vie avant rj	508.50 €
6. Sarl Bus étang de berre avant rj	64.00 €
7. Pécidac avant rj	118.40 €

Total	30 919.63 €

Autres produits exceptionnelles sur opérations de gestion

- Régularisations fournisseurs 105.04 €

Événements postérieur à la date de clôture

Procédure de redressement judiciaire

Par jugement du 29 janvier 2007, le Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence a prononcé le Redressement Judiciaire du Centre Social, ce jugement a désigné la SCP Douhaire - Avazeri aux fonctions d'Administrateur avec mission d'assistance. Par jugement en date du 2 juin 2008 le Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence a prononcé la clôture pour extinction du passif des opérations de redressement judiciaire de l'Association Centre Social de la Gavotte.

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables	67 350			67 350
- Apports sans droit de reprise	11 435			11 435
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	(122 913)	(108 814)		(231 727)
Résultat de l'exercice	(108 814)		(108 814)	
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	72 428		49 492	22 936
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
TOTAL	(80 514)	(108 814)	(59 322)	(130 006)

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Fonds dédiés Subvention région / Solidarité Maroc	4 000			4 000
TOTAL	4 000			4 000

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2007
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virent p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement						
Autres	4 102					4 102
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 102					4 102
CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre	66 315					66 315
sur sol d'autrui						
instal. agencet aménagement	166 573					166 573
Instal technique, matériel outillage industriels	43 260					43 260
Instal., agencement, aménagement divers	570					570
Matériel de transport	17 942					17 942
Matériel de bureau, informatique et mobilier	17 923		2 700			20 623
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	312 585		2 700			315 285
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés	91					91
Prêts et autres immobilisations financières	150				150	
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	241				150	91
TOTAL	316 928		2 700		150	319 478

Amortissements

Etat exprimé en euros

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2007
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres	3 831	458	186	4 102
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 831	458	186	4 102
CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement	28 935	1 879	553	30 261
Instal technique, matériel outillage industriels	130 897	10 628	3 126	138 399
Autres Instal., agencement, aménagement divers	32 611	7 228	2 140	37 699
Matériel de transport	113	81	24	170
Matériel de bureau, mobilier	13 803	5 084	1 495	17 392
Emballages récupérables et divers	12 526	4 113	1 077	15 562
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	218 884	29 012	8 415	239 482
TOTAL	222 715	29 470	8 601	243 584

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2007	
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers					
	Provisions pour investissement					
	Provisions pour hausse des prix					
	Provisions pour fluctuation des cours					
	Provisions pour amortissements dérogatoires					
	Provisions fiscales implant. étranger avant 1.1.92					
	Provisions fiscales implant. étranger après 1.1.92					
	Provisions fiscales pour prêts d'installation					
Provisions autres						
PROVISIONS REGLEMEENTEES						
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges					
	Pour garanties données aux clients					
	Pour pertes sur marchés à terme					
	Pour amendes et pénalités					
	Pour pertes de change					
	Pour pensions et obligations similaires	9 415	14 709	9 415	14 709	
	Pour impôts					
	Pour renouvellement des immobilisations					
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions					
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres	51 068	25 000	16 000	60 068		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		60 483	39 709	25 415	74 777	
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations	{ <ul style="list-style-type: none"> incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières 				
	Sur stocks et en-cours					
	Sur comptes clients					
	Autres					
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION					
	TOTAL GENERAL		60 483	39 709	25 415	74 777
Dont dotations et reprises	{ <ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation - financières - exceptionnelles 		39 709	25 415		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.						

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2007	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	905	905	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	136	136	
	Impôts sur les bénéfiques			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés	1 774	1 774	
	Divers	13 785	13 785	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	12 840	12 840	
	Charges constatées d'avances			
	TOTAL DES CREANCES		29 440	29 440
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice		150		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2007	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	16 495	16 495		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	81 260	81 260		
	Personnel et comptes rattachés	8 077	8 077		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	101 013	101 013		
	Impôts sur les bénéfiques				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	262	262		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	42 813	42 813		
	Dettes représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	5 408	5 408			
TOTAL DES DETTES		255 327	255 327		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

ANNEXE - Elément 12

Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros

31/12/2007

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

25 248

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

Information fournie en application de l'article 20 de la loi n° 2006 - 586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif et concernant les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.